



Assemblée générale

Distr. limitée
23 février 2017
Français
Original : anglais

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation

21 février-1^{er} mars 2017

Projet de rapport

Rapporteur : M. Isafas **Medina** (République bolivarienne du Venezuela)

III. Règlement pacifique des différends

1. Le Comité spécial a examiné la question intitulée « Règlement pacifique des différends » à l'occasion de l'échange de vues général qu'il a tenu à ses 284^e et 285^e séances, les 21 et 22 février 2017, ainsi qu'à la 2^e séance du Groupe de travail plénier.

2. Pendant l'échange de vues général, les délégations ont dit soutenir toutes les initiatives visant à faire progresser le règlement pacifique des différends. Elles ont de nouveau souhaité que, conformément à son mandat, le Comité spécial reste saisi de la question.

3. Plusieurs délégations ont réaffirmé le rôle joué par la Cour internationale de Justice, en tant que principal organe judiciaire de l'Organisation des Nations Unies, dans la promotion du règlement pacifique des différends et rappelé l'adoption, par l'Assemblée générale, de la résolution [71/147](#) sur la célébration du soixante-dixième anniversaire de la Cour internationale de Justice. L'importance de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux, que l'Assemblée générale avait approuvée en 1982 et qui figure en annexe à la résolution [37/10](#) a aussi été rappelée. On a fait observer que l'Assemblée avait réaffirmé le principe du règlement pacifique des différends dans plusieurs autres résolutions, en particulier dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies (résolution 2625 (XXV), annexe).

A. Proposition de la Fédération de Russie concernant la mise en ligne par le Secrétariat d'un site Web sur le règlement pacifique des différends et la mise à jour du *Manuel sur le règlement pacifique des différends entre États*

4. Lors de l'échange de vues général et à la 2^e séance du Groupe de travail plénier, la délégation auteur a rappelé sa proposition (voir [A/69/33](#), par. 52) tendant



à ce que le Comité spécial envisage de demander au Secrétariat de créer, dans la limite des ressources disponibles, un site Web consacré au règlement pacifique des différends entre États qui renverrait aux documents applicables de l'Organisation ainsi qu'à ses travaux et à ceux d'autres organes compétents, et d'actualiser le *Manuel sur le règlement pacifique des différends entre États*, que l'Organisation a établi en 1992.

5. Plusieurs délégations se sont déclarées favorables à la proposition lors de l'échange de vues général et de la séance du Groupe de travail plénier. Il a été rappelé que le *Manuel* avait été établi à la suite d'une initiative du Comité spécial (voir résolutions 39/79 et 39/88 de l'Assemblée générale en date du 13 décembre 1984). Certaines délégations ont fait observer que la mise à jour du *Manuel* et la création d'un site Web consacré aux moyens de règlement pacifique des différends seraient utiles aux États Membres, en particulier aux États en développement qui, en raison d'un manque de ressources, ne seraient pas en mesure de suivre l'évolution récente du droit international. On a estimé qu'étant donné son utilité, cette proposition serait sûrement bien reçue de tous. On a aussi fait valoir que la mise à jour du *Manuel* et la création du site Web ne nécessiteraient probablement pas de ressources supplémentaires.

6. Certaines délégations ont souligné que cette proposition était inscrite à l'ordre du jour du Comité depuis plusieurs années et demandé qu'elle soit examinée en détail. La délégation auteur a demandé que cette proposition soit maintenue à l'ordre du jour du Comité spécial.

B. Proposition présentée au nom du Mouvement des pays non alignés, intitulée « Le règlement pacifique des différends et son incidence sur le maintien de la paix »

7. La proposition présentée au nom du Mouvement des pays non alignés, intitulée « Le règlement pacifique des différends et son incidence sur le maintien de la paix » (A/70/33, annexe I) a été abordée lors de l'échange de vues général qui a eu lieu aux 284^e et 285^e séances du Comité spécial, les 21 et 22 février 2017, et examinée à la 2^e séance du Groupe de travail plénier. À la même séance, les délégations auteurs ont présenté un document officiel exposant la version révisée de leur proposition.

8. Lors de l'échange de vues général comme lors des travaux du Groupe de travail plénier, les délégations auteurs ont expliqué que la proposition révisée visait à promouvoir le dialogue sur la question du règlement pacifique des différends, conformément aux dispositions du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies, et à renforcer la capacité des États Membres à recourir aux moyens de règlement pacifique des différends. Elles ont souligné que la proposition révisée avait pour but de promouvoir une culture de paix entre les États Membres et d'encourager les États Membres à s'abstenir de recourir aux conflits armés.

9. Les délégations auteurs ont à nouveau fait valoir que l'examen annuel de la question par le Comité spécial serait effectué sur la base des données recueillies par le Secrétariat concernant les pratiques suivies par les États Membres et leurs réussites en matière de règlement pacifique des différends. Elles ont précisé que ces données seraient fournies à titre volontaire par les États Membres. Elles ont

également expliqué que la proposition révisée offrirait au Comité spécial la possibilité d'étudier le recours qui était fait aux moyens de règlement pacifique des différends, conformément aux dispositions du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies, et que chaque session du Comité spécial aurait pour sous-thème un des moyens définis à l'Article 33 de la Charte. Il a été indiqué qu'aux termes de la proposition révisée, la Commission du droit international, étant donné son rôle dans le développement progressif du droit international, serait invitée à envisager d'inclure à son programme de travail une étude de l'obligation faite aux États de recourir à des moyens pacifiques pour régler leurs différends internationaux. Il a été rappelé que la proposition révisée n'avait pas pour objet de restreindre le libre choix des moyens pacifiques de règlement des différends.

10. De nombreuses délégations, aussi bien lors de l'échange de vues général qu'au cours des travaux du Groupe de travail plénier, ont réaffirmé leur attachement au règlement pacifique des différends internationaux et se sont déclarées favorables à la proposition révisée. La présentation de la version révisée de la proposition par les délégations auteurs a été reçue de manière positive. On a mis en avant les différents moyens de règlement pacifique des différends prévus par la Charte ainsi que l'obligation faite aux États Membres, en vertu de la Charte, de régler les différends par des moyens pacifiques. Il a été souligné qu'il est important d'étudier l'utilisation des moyens de règlement des différends. Des délégations ont exprimé leur appui à la démarche adoptée dans la proposition révisée consistant à demander aux États Membres de fournir, à titre volontaire, des informations concernant le recours à des moyens de règlement pacifique les différends internationaux.

11. D'autres délégations ont accueilli favorablement la version révisée de la proposition et ont exprimé leur volonté d'entamer des discussions constructives à ce sujet. Des questions ont été posées sur les informations que les États Membres devaient fournir au Secrétariat à des fins de compilation et quant à la demande tendant à ce que la Commission du droit international étudie l'obligation faite aux États de recourir à des moyens pacifiques pour régler leurs différends internationaux.

12. Les délégations se sont félicitées de l'organisation, le 2 février 2017, de la réunion intersessions informelle et de l'esprit constructif dont elle a témoigné. Les délégations auteurs ont manifesté leur intention de poursuivre les consultations avec d'autres États Membres et se sont dites prêtes à recevoir les éventuelles contributions des États Membres en ce qui concerne la proposition révisée.